

Attribution des fonds 2011



Mission de Centraide Centre-du-Québec

Centraide Centre-du-Québec a pour mission de

« Rassembler les personnes et les ressources du Centre-du-Québec afin de contribuer au développement social de la communauté et d'améliorer la qualité de vie de ses membres les plus vulnérables et ce, en collaboration avec les organismes communautaires. »

Valeurs privilégiées par Centraide

L'action bénévole comme moteur de la vie associative, la transparence de ses actions, la collaboration avec les acteurs du milieu, l'entraide et la capacité des gens à se prendre en charge.

Critères d'attribution des fonds

Pertinence des services supportés

1. Les services offerts dans la communauté doivent s'adresser en majorité à des personnes vulnérables de cette communauté. Une personne vulnérable est une personne dont les ressources sociales ou financières sont insuffisantes pour prendre en charge ses besoins essentiels ou sont insuffisantes pour lui permettre de composer adéquatement avec son environnement.

Les services doivent s'inscrire dans l'un ou l'autre de ces champs d'activités :

- ⇒ la sécurité physique des personnes incluant la sécurité alimentaire et l'hébergement à court terme de ces personnes
 - ⇒ la sécurité affective et psychologique des personnes se manifestant par des difficultés importantes d'adaptation menant à son isolement ou menant à des problèmes sociaux aigus (délinquance, criminalité, alcoolisme, toxicomanie, éclatement des familles, problèmes de santé mentale, etc.)
 - ⇒ L'accompagnement des personnes aux prises avec une situation conflictuelle avec des organismes publics ou privés, pouvant mener à des conditions de vie précaire
 - ⇒ La prévention des abus faits aux jeunes et aux femmes
 - ⇒ Centraide apportera un soutien particulier aux communautés pauvres en ressources communautaires et aux organismes entièrement bénévoles dont les ressources financières sont limitées.
2. Les services doivent être offerts de façon régulière sur le territoire de Centraide Centre-du-Québec. Les organismes doivent être incorporés selon la 3^{ème} partie de la loi des compagnies et être enregistrés comme organisme de charité ¹, ou être une association coopérative d'économie familiale (ACEF). Par exception, les comités de bienfaisance paroissiaux pourront être admissibles à la condition de posséder un conseil de direction formé de plusieurs personnes de la communauté.
 3. Les services mis en place par l'organisme doivent se baser sur une approche visant à développer l'autonomie des personnes. La concertation entre les organismes sera également privilégiée en vue d'un meilleur support à la personne.
 4. Sont exclus de l'attribution des fonds les champs d'activité suivants:
 - ⇒ les regroupements et les associations de personnes vivant des problèmes de santé physique
 - ⇒ les organismes de loisirs ou les organismes mettant en place principalement des activités de loisirs pour leurs membres
 - ⇒ les organismes offrant des services semblables à ceux offerts par d'autres organismes de la communauté (dédoulement)
 - ⇒ les organismes préconisant une doctrine religieuse
 - ⇒ les centres d'hébergement de réadaptation en alcoolisme ou en toxicomanie
 - ⇒ les groupes de concertation ou regroupement d'organismes
 - ⇒ les fondations et autres organisations de philanthropie

⇒ les comités de bénévoles dépendant de Centres d'action bénévole ou d'organismes communautaires ou d'établissements

L'organisation des ressources

5. L'administration des services de l'organisme est confiée à des administrateurs bénévoles provenant de la communauté. Ils sont élus en assemblée générale, assemblée qui a lieu à chaque année. Le conseil d'administration se réunit en de nombreuses occasions pour orienter et administrer l'organisme.
6. Des bénévoles sont présents dans l'organisation des services de l'organisme. Ils font partie de différents comités qui ont pour but d'assurer un dynamisme constant. Entre autres, ils assurent l'organisation d'activités spéciales et le soutien des activités régulières.

La gestion de l'organisme

7. Les livres comptables de la compagnie sont tenus selon les règles reconnues. Les états financiers ne sont pas nécessairement vérifiés mais ils sont présentés adéquatement (actif, passif et état des résultats) et permettent une compréhension de la situation financière de l'organisme.
8. La gestion comptable est sous la responsabilité des administrateurs de l'organisme. Ils autorisent les dépenses et s'assurent que l'utilisation des fonds soit faite dans le meilleur intérêt des membres et des usagers de l'organisme.
9. L'organisme doit être en règle avec les gouvernements municipal, provincial et fédéral. Il doit avoir produit le rapport annuel T3010 comme organisme enregistré de charité². Il doit avoir payé ses droits d'immatriculation³. Il doit être en règle dans le paiement des déductions à la source aux gouvernements provincial et fédéral⁴ et doit être en règle dans le paiement des diverses taxes aux gouvernements municipal, provincial et fédéral.

Aide financière

10. L'organisme doit démontrer la nécessité d'une aide financière de Centraide pour implanter ou consolider ses services dans la communauté. Si les disponibilités financières de Centraide sont insuffisantes, Centraide favorisera d'abord les organismes dont le financement est précaire. Ainsi, l'importance du financement récurrent octroyé par l'État (municipal, fédéral, provincial) sera considérée dans l'analyse de la demande.
11. Tout surplus accumulé (excluant les surplus affectés aux immobilisations) excédant 15% du budget de dépenses de l'organisme sera pris en compte dans l'analyse de la demande. De plus, l'organisme pourra se prévaloir d'un fonds de réserve de 10% de la valeur de ses immobilisations. On tiendra également compte dans l'analyse de la demande, l'utilisation du surplus accumulé, pour un projet concret et avec un échéancier connu.
12. Enfin, il est possible pour un organisme de se doter d'un fonds spécial pour l'acquisition d'un immeuble en autant que les sommes incluses à ce fonds proviennent de dons de Fondations ou d'organismes publics et privés, ou bien proviennent de revenus d'activités spéciales de financement, le tout en conformité avec les règles de Centraide quant à l'autofinancement des groupes.

Engagement envers Centraide

L'organisme doit respecter les termes du protocole d'entente de Centraide concernant les activités d'autofinancement et déclarer les activités prévues en ce sens.

N.B. : Les organismes n'ayant pas déposé de demandes d'aide financière pour une année pourront ultérieurement procéder de nouveau à une demande d'aide financière, même s'il y a un moratoire sur les nouvelles demandes.

¹ Les organismes ayant été financés avant 1999 ont un droit acquis provisoire.

² Cette règle ne s'applique que pour les organismes de charité enregistrés

³ Cette règle ne s'applique que pour les organismes incorporés selon la 3^e partie de la loi sur les compagnies

⁴ Cette règle ne s'applique que pour les organismes qui ont un numéro d'employeur et ayant du personnel rémunéré.

